Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

257 | Janvier-Mars 2012

Enjeux et moyens d'une foresterie paysanne
contractualisée

Penser développement, en signant pour la forêt

La Loi Gelose « activée » dans la commune rurale de Merikanjaka
(district de Manjakandriana, bordure orientale de l'Imerina)

Hervé Rakoto Ramiarantsoa

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/6550>

DOI : 10.4000/com.6550

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2012

Pagination : 157-185

ISBN : 978-2-86781-789-2

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Hervé Rakoto Ramiarantsoa, « Penser développement, en signant pour la forêt », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 257 | Janvier-Mars 2012, mis en ligne le 01 janvier 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/6550> ; DOI : 10.4000/com.6550

Penser développement, en signant pour la forêt : la Loi Gelose « activée » dans la commune rurale de Merikanjaka (district de Manjakandriana, bordure orientale de l'Imerina)

Hervé RAKOTO RAMIARANTSOA¹

I – Une extension particulière des transferts, en tâche d'huile

1 – Une forêt au sein d'une région difficile d'accès, et d'économie pluriactive

Merikanjaka, chef-lieu de la commune rurale du même nom, se trouve sur la bordure orientale de l'Imerina (fig. 1), à environ 80 km au sud-est de Tananarive. L'accès, depuis Tananarive, est difficile. Il se fait par une piste réhabilitée sur laquelle deux taxis brousse quotidiens mettent, en dehors de la saison des pluies où la piste se trouve momentanément coupée par les grosses averses, quatre heures de temps pour arriver à la capitale. Au-delà de Merikanjaka, vers l'Est, aucune route n'est carrossable. Les déplacements se font à pied. Cette localisation excentrée n'empêche pas des relations très présentes avec la capitale, car la région compte de nombreux marchands ambulants. Les taxis brousse permettent l'acheminement de produits pour les ménages partis s'installer dans la capitale, et les *zanaka am-pielezana* (ceux, c'est-à-dire de la commune, qui sont au loin) entretiennent des mouvements de retour lors des cérémonies, des vacances, parfois de périodes de grands travaux agricoles. Merikanjaka connaît d'ailleurs certaines pratiques spécifiquement urbaines, comme l'utilisation de téléphone portable, les lieux de captation du réseau étant déjà localisés. La maîtrise de ces relations avec l'extérieur de la commune fait partie des enjeux locaux.

¹ Professeur, Université de Poitiers, Géographe ; mél : herve.rakoto.ramiantsoa@univ-poitiers.fr

Figure 1 – La Commune rurale de Merikanjaka, en bordure orientale de l’Imerina (Hautes Terres centrales)

Antsapia est le principal nom de la couverture forestière naturelle qui marque Merikanjaka. Elle s’étend sur quelque 350 hectares, le long d’une ligne de relief sub-méridienne dont les sommets dépassent 1 600 m d’altitude (fig. 2). Il s’agit d’une forêt isolée, qui domine une pseudo-steppe graminéenne le plus souvent recouverte par des reboisements d’eucalyptus. Elle se trouve à 2h30 de marche des premiers éléments de la forêt de l’Angavo, celle qui appartient au corridor forestier bordant à l’est les Hautes Terres centrales malgaches (fig. 1). Au sein de la commune, il faut situer les ressources forestières dans le cadre d’une économie de pluriactivité typique des campagnes de l’Imerina (Rakoto Ramiarantsoa, 1995). Les produits du bois et de l’élevage interfèrent avec ceux de l’agriculture, ou encore du commerce ambulante, et fondent les dynamismes des systèmes de production. Le tableau 1 liste par ordre d’importance les activités génératrices de revenus dans le secteur oriental de la commune.

Figure 2 – La relique forestière d’Antsapia et les villages impliqués dans les transferts de gestion des ressources forestières de la commune de Merikanjaka

Rang par ordre d'importance	Activités génératrices de revenus	Période de commercialisation
01	Cultures de contre saison de pommes de terre	Juillet à novembre
02	Exploitation du bois : charbon de bois, bois d'œuvre	Pendant toute l'année
03	Élevage de volailles	Pendant toute l'année
04	Agriculture	Juillet à décembre
05	Chasse, Pêche (écrevisse, crabe), Apiculture	Pendant la période de soudure
06	Récolte du miel sauvage dans la forêt par les api-cueilleurs	Décembre à mars

(Source: Aude, 2006)

Tableau 1 – Les activités génératrices de revenus dans le secteur oriental de la Commune de Merikanjaka

La population est mono-ethnique merina, avec la prédominance des Andrianefintany, groupe nobiliaire dont l'affirmation identitaire sur les espaces forestiers naturels de la commune est une donnée forte. La question principale est relative à l'autorité, quant aux relations au territoire. Cette autorité est définie par la position des groupes les uns par rapport aux autres, d'une part, et par la situation des différentes lignées et/ou lignages à l'intérieur des groupes, d'autre part. Elle fonde l'enjeu et peut déterminer l'évolution des transferts de gestion de ressources naturelles de la commune.

2 – Une forêt « transférée », gage de protection des ressources forestières naturelles ?

Dans ce contexte, l'analyse des transferts de gestion de ressources forestières qui ont eu lieu dans la commune de Merikanjaka présente un double intérêt. D'une part, ces transferts ont été formellement opérés avec la procédure de GEstion LOcale SÉcurisée (GELOSE), mais dans les faits, il s'est agi d'une démarche de Gestion Contractualisée des Forêts (GCF) car les COba (COmmunautés de BAse) impliquées accordent un intérêt uniquement à la gestion de la forêt. Ces transferts, appuyés par l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) « Foresterie et Développement Paysan » (FDP), combinent-ils les avantages des deux démarches, sachant que, au niveau national, la GCF n'existe réellement que depuis 2001, et a été adoptée pour améliorer l'approche de la procédure Gelose ? D'autre part, la commune offre l'opportunité d'étudier l'évolution de ces transferts et de leurs effets. En effet, la mise en contrat Gelose a connu une extension en tache d'huile dans la commune d'Ambohitratsimo (fig. 2) en 2000, suivie par celles d'Ambohirano, d'Antsakorana, de Merikanjaka, d'Ambania et de Belanitra en 2003. Plus récemment, les communes de Fiadanana et Ambalanirana en 2005, et fin 2006, de Miarinarivo attendaient les résultats de l'instruction de leur dossier. Une analyse de l'étalement de ces derniers dans le temps, en intégrant les changements qu'imposent les orientations de la politique environnementale (le PE 3 vise ainsi à « développer le réflexe environnemental chez tous les acteurs »), doit montrer si cette dynamique répond bien à un souci de protection des ressources forestières pour faire, dans ce domaine, de la gestion communautaire le système de gestion « de la dernière chance » ?

II – Méthodologie

Dans le cadre d'une analyse comparée des résultats de l'action de la Loi Gelose sur différents terrains malgaches, Merikanjaka présente l'intérêt d'être le premier cas de transfert de gestion de ressources forestières, sur les Hautes

Terres. Par ailleurs, l'étude repose sur une connaissance approfondie de la place de cette forêt dans les systèmes agraires (Rakoto Ramiarantsoa, 1991 et 1995). Un précédent article (Rakoto Ramiarantsoa et Samyn, 2004) évoque à la fois l'investissement accordé à l'encadrement des communautés de base constituées et les points qui relativisent le succès des transferts.

En prenant appui sur cet acquis, notre recherche a mobilisé différentes approches, complémentaires :

- un travail de mise à jour sur la documentation, essentiellement sur place (documents déposés auprès du bureau de la mairie ou des bureaux des Ciba, tels que les documents de transfert de gestion [rédigés en malgache]) et à Tananarive (Le programme d'appui au développement rural SAHA [*Sahan'Asa Hampandrosoana ny eny Ambanivohitra*], centres de documentation de l'Université, particulièrement l'École Normale Supérieure, l'Établissement Supérieur des Sciences Agronomiques, la Faculté des Sciences Humaines).

- une immersion sur le terrain en octobre et novembre 2006. Nous avons rayonné par cheminements pédestres dans les territoires villageois concernés pour repérer les lieux, les limites, voir les aménagements (serre à orchidées d'Ambohitratsimo, étang piscicole d'Ambalanirana, circuit d'Antsapia). Nous avons aussi accordé beaucoup d'importance à la présence à de réunions publiques (marché du lundi, culte protestant, séance de travail animée par des agents de développement), à de moments sociaux (décès au hameau d'Ambohitratsimo), de même qu'à la connaissance des réalités économiques et géographiques des terroirs autour du territoire andrianefintany (terroir d'Ambohijafy au nord, où seuls les reboisements d'eucalyptus procurent des ressources ligneuses ; marché de Sahalemaka, à l'est, au-delà du corridor forestier).

- nos observations directes. Elles reposent sur notre séjour dans les terroirs ainsi que sur les enquêtes et entretiens² de type qualitatif effectués auprès de trois catégories d'acteurs : des ménages, particulièrement ceux producteurs de pommes de terre, la principale source de revenus des agriculteurs (exemple de restitution d'enquête : annexe 3) ; des responsables (présidents et/ou membres de bureau) ainsi que des membres des Communautés de base ; de responsables communaux, essentiellement par le biais de Monsieur l'adjoint au Maire.

Notre sensibilité était de comprendre comment le transfert de la gestion des ressources forestières, à travers la procédure Gelose, participait aux dynamiques territoriales de la commune de Merikanjaka, selon l'optique de

² Notre travail a bénéficié de la collaboration de Dolys Andriantseheno et d'Alfred Randriamandimbimanana, Professeurs certifiés et prestataires de services auprès d'Organismes de développement rural.

conservation des ressources naturelles que l'action publique revendique avec force. Pour cela, nous nous sommes principalement attachés aux hypothèses 3 (la gestion communautaire évolue en fonction des dynamiques locales) et 5 (de la présence d'un projet peut dépendre la viabilité du transfert de gestion) définies dans le cadre de ce programme.

Aussi, après avoir rappelé le sérieux avec lequel l'action de transfert de gestion a été préparé et conduit, notre propos souligne comment la mise en gestion Gelose de l'espace forestier d'Antsapia a renforcé le contrôle territorial par les Andrianefintany, le groupe social dominant. Elle discute ensuite les liens que les populations locales établissent entre l'intérêt porté aux ressources environnementales, et les opportunités de développements économique, social de leur espace de vie. L'analyse de ces liens fonde leurs stratégies communautaires.

III – Un appui conséquent de l'institution partenaire

Un soutien exemplaire a accompagné la mise en place du transfert de gestion de la forêt d'Antsapia aux communautés de base riveraines, ce qui explique la bonne compréhension de la nouveauté institutionnelle par ces dernières.

1 – Un soutien qui a pris le temps de l'accompagnement...

L'ONG Foresterie et Développement Paysan (FDP), financée par l'Intercoopération suisse, est l'institution qui a appuyé à l'origine la mise en place des Coba de Merikanjaka pour un transfert de gestion des ressources forestières. En inscrivant l'appui aux compétences locales au cœur même de son action, elle accorde une importance centrale à la connaissance du milieu (Samyn, 2000). L'intervention de FDP s'est appuyée sur un ensemble de travaux préparatoires, au sein desquels nous singularisons le remarquable travail d'Andriantseho et Fornells (2000). Les deux auteurs mettent particulièrement en valeur deux points : d'une part, le peuplement. Traversé en son milieu par la crête forestière d'Antsapia, le territoire³ est le fief des Andrianefintany, descendants de nobles dont les villages se trouvent actuellement sur le côté ouest de la crête : Antsakorana, Ambohirano, Ambohitratsimo, Merikanjaka, Ambalanirana (fig. 2). Mais il comprend aussi d'autres groupes statutaires, minoritaires :

³ Il est bien circonscrit par ses villages et ses interdits, principalement celui de ne pas travailler de rizière le jeudi.

- des descendants d'anciens serviteurs, qui sont restés sur les lieux que leurs anciens maîtres leur ont octroyés, comme ceux installés dans la partie orientale de la commune, une ancienne zone de pâturage

- des migrants à la recherche de terres, provenant de l'ouest de Merikanjaka (région d'Ambositrandriamanitra vers 1940) ou du sud (région de Tsiazompaniry suite au déguerpissement lié à la mise en eau du barrage en 1955) : ils sont venus peupler les parties nord et nord-est de la commune, dont la densité de population est encore réduite à l'heure actuelle. Ces migrants relèvent du groupe des anciens roturiers.

Aussi, même si la population est mono-ethnique, faut-il voir une différence principale entre ceux qui ont des liens de parenté entre eux (mpihavana, essentiellement les Andrianefintany de souche), et les autres, co-résidents mpiray monina : ces derniers sont considérés comme andrianefintany uniquement par la résidence. La nuance est importante, car cette histoire participe à la compréhension de l'existence ou non (exemple : Miandrarivo, à l'est) de Cobra, selon les villages, et aux stratégies des familles concernées par les Cobra (exemple : Ambalanirana, fig. 3).

Figure 3A – Le hameau d'Ambalanirana : membres et non membres de la Communauté de Base Hanitriniala

Figure 3B – Le hameau d'Ambalanirana : généalogie et liens entre membres et non membres de la Cobra Hanitriniala

Le second point mis en valeur par Andriantseho et Fornells (2000) concerne la forêt d'Antsapia, que les scientifiques classent comme forêt dense humide de moyenne altitude (série à *Tambourissa* et *Weinmannia*). Cette forêt est, sans aucun doute, une formation naturelle, mais elle est en même temps bien socialisée, car on y trouve des espèces apportées par l'homme (néflier). Les tombeaux au sommet d'Antsapia sont lieux de rites, de pratiques religieuses, à l'image des demandes de bénédiction sur la tombe de l'ancêtre Andrianefintany avant tout grand projet (construction d'une maison, cultures – de riz, de pommes de terres⁴–). La forêt est un espace où l'on prend des « charmes » (?) de protection du village, de la maison d'habitation, du parc à bœufs.... En même temps, il y a une utilisation convenue des ressources forestières interdisant toute exploitation à caractère commercial. C'est le cas pour les besoins de construction des maisons. De même, la pharmacopée locale mobilise différentes plantes⁵ : pour la foulure, contre les douleurs lombaires (feuilles de *zahana*), maux d'estomac (*fana/a*), paludisme (*fanazava*), vermifuge (*va/anirana*). L'attachement des Andrianefintany à la forêt d'Antsapia se traduit par un partage territorial de cette forêt entre les villages, et ceux-ci doivent chacun assurer la protection de leur secteur contre le feu. Il était important de connaître l'attachement culturel des populations riveraines à cette forêt pour comprendre leurs motivations quand il s'est agi de parler de s'engager pour une gestion des ressources forestières. Par ailleurs, avant d'intervenir directement dans la commune, l'ONG FDP a assuré des tournées d'informations sur ses domaines d'intervention ainsi que sur les modalités de collaboration. Pendant le processus de constitution et d'instruction de la demande d'Ambohitratsimo⁶, l'ONG FDP a assuré les appuis technique, matériel et financier pour toute forme de prise en charge du dossier. Il faut replacer le sérieux accordé à cette phase d'accompagnement dans le contexte national des premiers transferts de gestion : l'esprit était alors de faire participer les communautés intéressées, de prendre le temps afin que la démarche soit appropriée. Ce rythme a abouti à un résultat négatif, en terme de bilans chiffrés, sur la période 1997-2001. Maldidier (2001) souligne que les objectifs sont loin d'être atteints : sur une prévision de 400 contrats de transfert à réaliser en 2002, moins de 30 étaient effectivement signés. Il y eut par la suite accélération du processus, pour pallier cette lacune, ce qui est à l'origine de nombreux dysfonctionnements

4 Il s'agit de la pomme de terre de contre saison, dont l'adoption, récente, date des années 1980 : après la prière, l'exploitant ramasse de la litière forestière qu'il mélangera avec tout type de fertilisant utilisé pour cette culture.

5 au point que certaines espèces forestières sont plantées dans la cour des habitations [exemple le tetina dont la décoction de l' écorce fournit un breuvage remède soignant les maux de dents) pour éviter d'aller les cueillir en forêt.

6 Ambohitratsimo est la première communauté villageoise à avoir demandé un transfert de gestion (44 ha de forêt).

des transferts⁷. Mais l'accompagnement a été conséquent, dans la commune de Merikanjaka, pour permettre aux populations intéressées de bien saisir le sens de la nouveauté institutionnelle que représentait la procédure de gestion Gelose.

En 2001 le programme SAHA succède à celui de l'ONG FDP. Tout en gardant le même principe de ne pas accorder de subventions directes aux ménages, SAHA ne répond plus aux sollicitations des associations. Désormais, les demandes doivent être présentées au nom d'une fédération de groupements.

2 – Dans la perspective de changements

Les changements attendus des transferts de gestion sont balisés par un cahier des charges qui établit les droits et obligations à respecter par les parties contractantes. Par exemple, les Coba stipulent ici l'interdiction de four(s) à charbon de bois d'eucalyptus à moins de 200 m des limites de la forêt naturelle. De même, toute exploitation de l'eucalyptus doit passer par l'aval du bureau de la Coba. Par ailleurs, la Coba doit « élaborer un plan d'actions annuel dans le but de valoriser les ressources naturelles renouvelables ». Une telle programmation doit aussi prévoir des actions d'amélioration de la vie de la population. On lit ainsi, dans la liste des actions du contrat de la Coba⁸ de Fiadanana, « adduction d'eau potable, recherche de débouchés des produits, routes et ponts... ». La commune pour sa part doit donner une ristourne de 40 % à la Coba sur toute recette que les taxes sur les produits de la forêt (naturelle ou d'eucalyptus) lui procurent. Elle est aussi tenue de considérer les actions proposées par les Coba dans leur programmation comme une priorité du Plan Communal de Développement, le seul que, à terme, les bailleurs de fonds doivent prendre en compte dans leurs interventions territoriales. Le service des Eaux et Forêts quant à lui veille à une bonne conduite technique de la gestion de la ressource. Ainsi, le plan d'aménagement forestier que doit suivre la Coba porte sa marque, car il doit être approuvé. Ce service s'occupe aussi des formations techniques (apiculture, sylviculture) sur lesquelles cependant l'accompagnement des Coba sollicite de plus en plus de prestataires indépendants.

Lorsque la gestion de 44 ha de la forêt d'Antsapia a été transférée à la Coba *Lovasoa* d'Ambohitratsimo en 2000, les responsables et membres de cette dernière connaissaient bien les tenants et aboutissants de la procédure Gelose, grâce au partenariat avec l'ONG FDP, dans la préparation et la réalisation du transfert. Antsapia, « leur » forêt, bénéficiait de perspectives

⁷ voir par exemple les études menées par le programme IRD-Gerem Fianarantsoa, dans le corridor forestier Ranomafana-Andringitra du pays Betsileo.

⁸ *Fivoarana* est le nom de cette communauté de base.

d'écotourisme (photos 3, 4) : une piste-circuit dans la forêt avait été tracée, une serre à orchidées mise en place., en même temps que, grâce au contrat Gelose, d'autres opportunités se précisaient. La procédure Gelose devenait un outil pour des actions au champ bien plus large que son objectif premier affiché, à savoir la conservation de la forêt. Ainsi, avec le transfert, Ambohitratsimo a vu se constituer jusqu'à 13 associations sur des thèmes aussi divers que la broderie, l'apiculture (photo 7), ou encore l'adduction d'eau potable, etc. La procédure Gelose a conforté les Andrianefintany sur leur territoire.

IV – La procédure de gestion Gelose conforte (*empowerment*) le groupe social local dominant

L'extension en tache d'huile des transferts de gestion dans la circonscription de Merikanjaka souligne l'intérêt porté par les communautés villageoises à la procédure de gestion Gelose. L'analyse de ces dernières, dans leur composition comme dans leur fonctionnement, révèle pourtant que des facteurs autres que la seule protection de la forêt interviennent dans les enjeux de la participation locale.

1 – L'intérêt de s'approprier la procédure de gestion Gelose

Trois points focalisent l'intérêt des populations de Merikanjaka pour cette procédure. Elle représente d'abord une reconnaissance de leurs droits ancestraux. En effet, les communautés andrianefintany riveraines de la relique forestière d'Antsapia avaient déjà, avant même le lancement du processus de gestion Gelose, un intérêt commun pour la protection de cette forêt. Elles en étaient historiquement et légitimement dépositaires, ce que les groupes non-andrianefintany reconnaissaient, mais elles n'y avaient aucun droit légal, au sens moderne du terme. Le transfert de gestion légalise leur légitimité, quant à la propriété et la gestion de cette forêt de leurs ancêtres. La procédure de gestion Gelose a légitimé la protection traditionnelle et représente en cela une forme d'*empowerment* de communautés locales : le projet de transfert de gestion ne pouvait qu'être bien accueilli par les Andrianefintany.

Elle a donné l'autorité pour réellement maîtriser l'accès à la forêt et assurer un contrôle accru sur la ressource, ce qui est le deuxième point d'importance. Sur ce plan, tous reconnaissent l'arrêt des feux depuis l'adoption de la procédure de gestion Gelose et les contrôles de proximité liés aux conventions collectives (*dina*) qui imposent un suivi des infractions se rapportant à la forêt. Antsapia était marqué, dans les années 1990, par la fréquence des brûlis

qui entretenaient le feu dans la forêt parfois pendant plus d'une semaine⁹ : Antsapia était une « zone rouge »¹⁰ des feux (*doro-tanety*), expression utilisée pour parler de cette époque. Ces feux détruisaient des secteurs à l'intérieur de la forêt (photo 1), comme ils pouvaient en faire reculer les lisières, au bénéfice de boisements d'eucalyptus qui prenaient place sur les endroits brûlés. Les gens de Merikanjaka soulignent que depuis qu'il n'y a plus de feux, le problème de manque d'eau a disparu. Il faut rappeler l'acuité de la question dans cette campagne agricole : au cours de la saison rizicole 2001-2002, les rizières n'ont reçu de l'eau qu'en janvier 2002 (il n'est pas tombé de pluie en décembre 2001), ce qui représente un retard hydrique de plus de deux mois pour l'alimentation des plants. À part la maîtrise du feu, la surveillance de l'extractivisme représente une autre facette de l'accès contrôlé à la ressource : les Coba peuvent désormais empêcher des gens de l'extérieur d'exploiter ou de pénétrer librement dans la forêt, alors qu'elles étaient auparavant impuissantes à le faire. Ce fut le cas sur le territoire forestier d'Ambalanirana où une association, dont le siège social se trouvait à Tananarive, s'était constitué pour y récolter des plantes médicinales ; les plantes partaient par sacs entiers, sans que cela puisse être empêché. Depuis 2003, année où la Coba *Hanitriniala* a pris en main la gestion de sa forêt (26 ha), la situation est maîtrisée et cet extractivisme n'a plus cours.

Le troisième point se rattache à l'ouverture socio-économique qu'apporte la procédure de gestion Gelose. En effet, adhérer au processus de transfert de gestion fait bénéficier les membres de la Coba de différentes opportunités. Les formations en sont un volet, et ont un lien direct avec la production économique des ménages. Dans le domaine agricole, on peut citer l'apprentissage des techniques de production de compost, de cultures en courbes de niveau, ou encore l'amélioration par greffe des boutures de manioc. Dans le domaine de l'élevage, on note la formation en apiculture pour améliorer la production de miel dont la qualité et la quantité (photo 7) distinguent Merikanjaka des autres communes environnantes, en bordure orientale de l'Imerina. On observe ainsi, dans des boisements d'eucalyptus, des fûts isolés¹¹ dominant un ensemble exploité en taillis. Ce paysage, nouveau, est une marque des formations techniques qui proposent de laisser sur pied de tels éléments ; la floraison de leurs graines est favorable à l'activité des abeilles. Les voyages d'études sont un autre volet de l'ouverture apportée par la procédure de gestion Gelose. Les membres des Coba apprécient ces moments d'échange, de découvertes, de détente aussi, tout en tirant parti des discussions et des observations que

9 à cause de la litière à l'intérieur de laquelle le feu couve.

10 terme administratif désignant les secteurs classés dangereux à cause du grand banditisme (attaques à main armée, vols de bœufs.)

11 de tels fûts sont appelés « mèche » de la forêt.

permettent les déplacements. Quelques responsables des Coba de la commune ont ainsi pu se rendre compte¹² à quel point l'écotourisme, qui leur était présenté comme une réelle perspective de la gestion de leurs forêt, nécessite d'être intégré dans des circuits accessibles et proches des grands axes fréquentés par les touristes. Au-delà de ces opportunités offertes aux membres des Coba, la procédure de gestion Gelose signifie aussi une amélioration du cadre de vie local, par le biais d'infrastructures collectives : ainsi les villages qui sont sièges des Coba bénéficient de l'adduction à l'eau potable. Les aménagements de captage de l'eau (photo 5), le matériel (tuyaux, bornes), tout cela a été rendu possible avec l'appui des partenaires institutionnels impliqués dans la procédure de gestion Gelose. Ainsi considéré, l'engagement dans le transfert de gestion des ressources forestières coulait de source. C'est ce qui s'est effectivement passé, dans un premier temps : les Andrianefintany ont initié et conduit le mouvement. Mais, par la suite, des enjeux internes au groupe sont apparus.

2 – confronté à un problème de positionnement des Andrianefintany

Le groupe nobiliaire andrianefintany est resté leader des transferts de gestion des ressources forestières tant que, au niveau de la commune, ils gardaient le contrôle des initiatives et des décisions. Cela est très net, à l'échelle des Coba comme à celle de leur fédération. Dans le premier cas, ils sont moteurs du dynamisme des groupements au sein desquels ils savent créer des alliances stratégiques. L'exemple de la Coba d'Ambalanirana est en cela caractéristique. Le président, andrianefintany, compte des non-andrianefintany parmi ses plus proches collaborateurs (vice-présidente, trésorier, fig. 3B). Des relations, autant historiques qu'économiques, fondent la collaboration et font actuellement de la Coba *Hanitriniala*, une des associations les plus actives de la commune par ses aménagements (pare-feu, étang piscicole, signalisation par panneau métallique), ou par les contacts du président, par ailleurs prestataire reconnu en formation apicole. À une autre échelle, la mise en place d'une fédération des Coba, imposée par le mode d'intervention du programme SAHA qui prend la suite de l'ONG FDP, voit les Andrianefintany en première ligne. Ambohitratsimo fut le lieu du siège de l'union des 8 premières Coba¹³ de la commune. Il a tenu, avec Ambohirano, un rôle pré-éminent dans la définition et la conduite des projets collectifs, comme

12 visite-échange dans la région d'Ambalavao-Tsienimparihy (pays Betsileo, centre-Sud de Madagascar) en octobre 2006, avec visite de la réserve éco-touristique d'Anjà, gérée par une Coba et connue pour le succès de sa fréquentation.

13 Les terroirs villageois concernés sont ceux de : Ambahinia, Ambohirano, Ambohitratsimo, Ambalanirana, Antsakorana, Eelanitra, Fiadanana, Merikanjaka (fig. 2),

la serre des orchidées, l'étang piscicole, ou encore les circuits sentiers dans la forêt. Les responsables de la Coba d'Ambohitratsimo assurent avoir joué le jeu de l'union de différentes manières : accueil des formateurs de ces projets, avance des frais de déplacement auprès de l'institution de micro-crédit de l'Otiv à Manjakandriana ... Ce noyau andrianefintany s'est pourtant au fil du temps désengagé, évoquant des problèmes de fonctionnement (les autres Coba ne participent pas aux dépenses, les lieux de réunion au chef-lieu de commune nous désavantagent), de savoir-faire inégal (il aurait fallu que les Coba soient toutes au même niveau, avant de faire l'union), de non-respect des priorités retenues (les besoins de chaque Coba sont différents). La désolidarisation flagrante traduit des conflits internes et aboutit à la dissolution de l'union en 2006. Serait-ce parce que, dans la dynamique, les Andrianefintany se trouvent dépassés et se retrouvent dans la position du « propriétaire qui demande des renseignements sur ses propres biens ? ».

On peut en effet relever les faits suivants. Après sa dissolution, une restructuration de l'association des Coba se dessine, en avril 2006. Six des huit Coba alors existantes ont participé ; finalement, les Coba d'Ambohirano, Ambohitratsimo, Antsakorana, Merikanjaka, c'est-à-dire le noyau andrianefintany, se sont désolidarisés. Les quatre autres groupements, où la présence des non-Andrianefintany est beaucoup plus importante, ont mis en place une union restructurée, dénommée *Fandrosoana*. Il faut souligner que *Fiadanana*, une des dernières Coba constituées (2005), a demandé le transfert de gestion d'une forêt qui ne relève pas du domaine d'Antsapia¹⁴, ce qui l'éloigne de l'attachement patrimonial accompagnant l'adhésion des Andrianefintany à la procédure de gestion Gelose.

Après cette restructuration, une plateforme des forces vives de la commune se met en place, en octobre 2006, dans un double objectif : coordonner les initiatives et priorités d'une part, et faire en sorte que les projets ne soient pas présentés en ordre dispersé auprès des partenaires et des bailleurs de fonds, d'autre part. Cette plateforme est une instance communale où les parties en présence discutent de questions concrètes pour les *fokontany*¹⁵. On retrouve dans cette structure un engagement limité des Coba andrianefintany d'Ambohirano, Ambohitratsimo Antsakorana, au point que ces dernières ont pensé constituer, à leur tour, une autre union pour se ré-organiser. Elles se heurtent cependant à d'autres problèmes, cette fois internes aux Andrianefintany. D'une part, il s'agit pour certains de retrouver les préséances traditionnelles : Antsakorana,

14 Miarinarivo dont le dossier est en cours d'instruction, est dans un cas semblable. La forêt dont elle demande la gestion fait partie du corridor forestier oriental qui borde les Hautes Terres.

15 Par exemple, l'ordre du jour de la réunion du 26/10/2006 (photo 9) portait sur les trois points suivants : gouvernance locale ; école et borne fontaine d'eau potable à Tsiazompaniry kely (un village de la commune, fig. 2) ; le problème des Coba.

dont les villageois sont descendants du fils aîné d'Andrianefintany, mériterait plus de considération dans cette dynamique coba. Cette position explique les reproches que les associations andrianefintany s'adressent entre eux, comme celui à l'endroit de la Coba *Tsinjofara* de Merikanjaka, qui n'a honoré aucune des cotisations jusqu'à présent. D'autre part, l'organisation lignagère et par lignées au sein de ce clan différencie des groupes aux attributions inégales, ce qui est potentiellement germe de discordes. À Ambohitratsimo, les responsables sont souvent des hommes, descendants de lignée masculine, et des aînés. Cela est encore plus net à Ambalanirana (fig. 1 et 3, et annexe 1) : les membres de la Coba sont pratiquement tous descendants de la branche aînée du lignage masculin ; ceux de la branche cadette n'adhèrent pas, à l'exception d'un ménage . La figure 1 souligne très nettement cette dichotomie, les maisons du hameau d'Ambalanirana se regroupant suivant la parenté de leurs prioritaires, ce qui se traduit aussi par leur adhésion ou non à la Coba ; la Coba *Hanitriniala* trouve des alliés dans les hameaux des alentours comme à Antaninarenina. Des conflits découlent de cette situation, rendant difficile une définition partagée des priorités. Le dysfonctionnement de l'adduction en eau potable de Merikanjaka, pourtant « capitale » de la commune, en est une traduction : les bornes fontaines ne sont plus alimentées.

Chez les Andrianefintany de Merikanjaka, l'intérêt porté à la conservation de la forêt est une réalité de longue date, sans que cela relève de la gestion publique. Adhérer à la procédure de gestion Gelose a permis de légitimer cette protection traditionnelle et accordé l'autorité formelle de contrôler l'accès à la ressource. Sur ce plan, le transfert de gestion a généré des effets tout à fait positifs. On ne retrouve pas ici ce que Casse *et al.* (2005) signalent par ailleurs, à savoir que le transfert, en prenant une position entre la possession formelle de la forêt et les *dina* (convention collective locale), introduit un nouveau mode de gestion.

Mais des groupes, autres que ceux andrianefintany, ont adopté la démarche et intégré les structures de participation à la gestion des ressources ainsi que les instances communales où les questions de gouvernance locale sont discutées. Leurs initiatives dépassent le seul cadre forestier d'Antsapia, car les dernières demandes portent sur des éléments du corridor forestier oriental. L'accompagnement du projet a montré d'autres perspectives, et l'adoption de la procédure Gelose, qui répondait à l'origine à une volonté d'appropriation patrimoniale, se trouve dépassée, dans son objectif, par les opportunités qu'elle offre. Elle intéresse, non plus tellement par son objectif fondamental de conserver la forêt, mais par les ouvertures qu'elle propose au développement territorial.

V – La procédure de gestion Gelose, un alibi pour le développement territorial

De moyen de conservation de la forêt, ce qui reste toujours officiellement sa raison d'être, la procédure Gelose a acquis pour les populations de Merikanjaka un statut de clé d'entrée pour le développement territorial. Le changement découle de la convergence de deux facteurs : un bilan de l'adhésion des Cobra au transfert de gestion et de nouvelles dispositions quant à l'intervention des partenaires financiers.

1 – Une appréciation de l'engagement dans la procédure de gestion Gelose

Le programme Gelose a certes apporté des points positifs, dont nous rappelons les principaux aspects : légalisation du contrôle historique sur le patrimoine forestier d'Antsapia, ouverture générée par les visites et échanges, innovations techniques qui portent autant sur l'exploitation de la ressource (élevage sous serre d'orchidées, aménagement de circuits touristiques, formation de guides...) que sur les productions des terroirs (pisciculture, production de miel, carbonisation, etc.). Dans le même temps, les villages ont connu une amélioration des conditions de vie par l'installation d'adduction d'eau potable, à partir des sources dans la forêt. Tout cela est apprécié. Cependant, il y a aussi eu des « ratés » : les difficultés, les manques à gagner marquent les esprits. Ainsi, la ristourne promise n'a été une réalité que dans le contrat : les 40 % amputés des recettes que la commune tire des permis accordés pour l'exploitation de tout produit de la forêt ne sont jamais allés ni dans les caisses des Cobra sur le territoire desquelles l'exploitation était permise, ni dans celle de l'union des Cobra. Il en fut de même, pour la Sécurisation Foncière Relative : elle n'a pas été réalisée, alors que les membres des Cobra avaient pris leurs dispositions pour achever le métrage de leurs terres. Surtout, des actions annoncées ne sont pas réalisées, alors qu'elles sont particulièrement intéressantes et attirent, dans le cadre des plateformes, des ménages non adhérents aux Cobra. C'est le cas de la pisciculture, projetée d'être menée dans un premier temps dans l'étang piscicole de l'Union, à Ambohitratsimo (photo 2). Il faut souligner, avec cet exemple, l'importance de la dimension culturelle de la forêt d'Antsapia qui en limite la valorisation économique : les interdits ancestraux excluent de vendre des ressources de la forêt ou d'en tirer des profits personnels. L'étang se trouvant dans la forêt, tout comme la production d'orchidées, ne pouvait ainsi pas être adopté par les populations comme support d'activités génératrices de revenus car toute valorisation touchant directement l'intérieur de la forêt profane ces interdits. L'écotourisme lié à la forêt rentre dans le même cas de figure. S'y

ajoute le fait que l'état de la route desservant la Commune de Merikanjaka handicapait sérieusement cette perspective depuis le début. L'écotourisme n'a pas apporté de ressources financières, et ce fut une erreur d'avoir investi sur les aménagements en conséquence (photos 3 et 4), car les Coba ne pourront pas en supporter les coûts de rénovation. En clair, les membres constatent peu de bénéfices matériels concrets, lisibles. Le jugement est net : une fois la protection de la forêt des ancêtres acquise, par le biais de la procédure Gelose, la valorisation économique n'a pas suivi. Ce dernier aspect reste tout aussi central, dans les interventions des partenaires du développement de la commune.

2 – La nouvelle donne

Les changements se situent sur deux plans, institutionnel et par rapport aux contraintes des sociétés agricoles locales.

Au niveau institutionnel, l'ONG FDP a cessé d'intervenir en 2000. Elle fonctionnait suivant une approche par offre, comme un bailleur de fonds venant avec ses projets ; c'est ainsi que l'ONG FDP a proposé à Ambohitratsimo son appui au projet Gelose, dans le cadre de la Gestion Durable des Ressources Naturelles (GDRN). Le programme d'appui au développement rural SAHA prend le relais en 2001 et son action, désormais, transite par le canal des seules fédérations de Coba. Le programme vise en particulier à ce que, dans le champ des intervenants du secteur forestier, les autorités et les Coba tirent plus avantage des taxes sur les permis d'exploitation¹⁶. Au-delà du thème de la GDRN, le programme s'intéresse à divers autres domaines : la production agricole et l'agroforesterie pour une amélioration des revenus ruraux : aide aux filières de production, comme l'exemple de l'apiculture (annexe 2), la gouvernance locale (volet éducation civique, avec un appui aux communes), la lutte contre la pauvreté (plateforme avec les *fokontany* pour une gestion des risques alimentaires et des vulnérabilités selon une approche communautaire des critères définissant les populations vulnérables). L'autre changement aboutissant à une nouvelle donne concerne les attentes des acteurs des associations locales. La priorité économique de leur engagement s'impose. En effet, les Coba reconnaissent elles-mêmes que la défaillance des projets générateurs de revenus n'est pas sans conséquences, après un certain temps d'application de la procédure de gestion Gelose : leurs membres ont des obligations prenantes (cotisation, temps de travaux)¹⁷ alors qu'ils ne voient

16 Ramamonjisoa (2004) montre que les autorités malgaches récupèrent seulement 11 % de la valeur des taxes sur les contrats d'exploitation dans le secteur forestier qui comprend quatre groupes d'intervenants : le service des Eaux et Forêts, les opérateurs économiques, les communautés locales et les ONG.

17 À Ambalanirana, le seul entretien des pare-feu a nécessité 5 jours /membre en 2006

pas les solutions que le programme apporte à leurs contraintes financières. À cela s'ajoutent les effets du succès des pommes de terre « primeur » (*ovy aloha*). Cette production vient de la région d'Ambohimadana, située à une dizaine de kilomètres plus au sud, vers le lac Tsiazompaniry. Mis sur le marché avant la fête nationale du 26 juin¹⁸, car les rizières y sont labourées pour les cultures de contre-saison aussitôt la récolte de riz achevée, les tubercules sont alors vendus au prix satisfaisant de 300 A (ariary) le kilogramme. Aussi y a-t-il aujourd'hui dans la commune de Merikanjaka, une volonté partagée par un grand nombre de producteurs, de s'affranchir des différents tabous jugés comme des blocages au développement économique, en particulier celui ne permettant pas de travailler les rizières avant le 1er mai. Cette posture récente s'émancipe des traditions andrianefintany. Elle met en cause des fondements culturels de l'identité territoriale et touche ainsi aux relations avec la forêt, ce qui menace, à terme, le bien fondé de l'engagement local dans la procédure de gestion Gelose, si celle-ci continue à ne réaliser que la seule conservation forestière. En effet, d'une part, la forêt telle qu'elle est valorisée actuellement par la procédure de gestion Gelose ne rapporte pas. Les revenus proviennent de l'extérieur de la forêt, en particulier de la production de pommes de terre (photo 6) : l'annexe 3 souligne l'importance de cette spéculation, autant pour les obligations des ménages aisés que par les ressources qu'elle apporte aux ménages dont les moyens sont limités. C'est dans des appuis à ce genre d'activités qu'un programme peut provoquer réellement une adhésion à la conservation de la forêt, en affichant aussi ce dernier volet dans ses objectifs. D'autre part, l'engagement dans la gestion contractuelle des forêts ne semble plus répondre à l'objectif de conservation de la forêt : il représente un moyen pour améliorer les conditions de vie. Caractéristique de cela est l'affirmation d'un couple de notables d'Antsakorana, qui traduit une perception répandue :

nous continuerons à protéger et à prendre soin de la forêt car, en faisant cela, nous avons reçu beaucoup de bienfaits : de l'eau potable, différents formations, voyage d'études. ?

dit la femme ; pour le mari, la mise en place d'une procédure de gestion Gelose apparaît comme une exigence de développement (*takiany fandrosoana*). À la question « puisque Gelose ne vous apporte pas de bénéfices économiques concrets, pourquoi y restez-vous ? », un membre de la Cobra d'Ambohirano, ancien responsable dans l'Union des Cobra, répond que c'est parce que la constitution de groupement est une condition *sine qua non* de toute demande de crédit. La Cobra est perçue comme un levier pour accéder aux organismes d'appui, à leurs informations, à leurs réseaux.

¹⁸ en octobre 2006, le kilogramme de pomme de terre était livré à un prix de gros de 120-130 A au marché de Merikanjaka ; la différence était patente avec les prix du *ovy aloha*.

La nouvelle donne qui s'installe accompagne un label que Merikanjaka met en avant, celui de commune verte. Les réalités du terrain soulignent qu'une telle image de territoire engagé dans la conservation et la valorisation de ses ressources naturelles ne peut être portée par les communautés locales, si ces dernières ne constatent pas que cette perspective améliore leurs conditions sociales et économiques.

*

Un label vert de la commune dépassé, par rapport aux attentes des populations locales

Objectivement, le programme Gelose peut se prévaloir d'avoir fait de Merikanjaka une commune « verte », au moins par la dynamique des transferts de gestion de la ressource forestière aux communautés locales de base, que l'on y observe. Il y a eu huit transferts réalisés depuis 2000, un neuvième était en cours, fin 2006. La contractualisation a ici bénéficié d'un accompagnement très présent, non précipité, expliquant les enjeux de cette offre d'engagement. Le temps a aussi permis aux habitants de la commune rurale de constater les apports du programme Gelose, à travers les réalisations (adduction d'eau potable), les aménagements (projet d'écotourisme dans la forêt d'Ambohitratsimo), les formations et visites échanges proposés depuis les débuts. Il faut souligner que le partenariat sérieux de l'ONG FDP, puis du programme SAHA, a mis en valeur un point important, à savoir la profondeur historique des relations entre les forêts et les populations du territoire. Il n'y a pas ici de tragédie des biens communs, ni d'accès libre à la ressource, ce que pourtant affirment les fondements de cette politique du programme Gelose à l'échelle nationale. Cette méconnaissance est probablement due au fait que la plupart des recherches à Madagascar dans le domaine environnemental relèvent des disciplines des sciences naturelles, ce qui a abouti à de très beaux ouvrages, comme celui de Goodman et Benstead (2003), en même temps que cela a délaissé le fonctionnement social des relations à la forêt, pourtant réel. La gestion locale de la forêt d'Antsapia par les Andrianefintany est une réalité antérieure au transfert de gestion. La procédure de gestion Gelose a légalisé une légitimité historique et donné une autorité réelle aux communautés de base sur les ressources de leur territoire. La situation explique pourquoi ici, la procédure de gestion Gelose porte intérêt à la forêt seule : cette ressource est le patrimoine des Andrianefintany, le groupe social dominant. Elle permet également de comprendre l'échec de projets menés à l'intérieur de la forêt (production d'orchidées, écotourisme) : leur tenue y est incompatible avec les interdits qui caractérisent cette forêt. Sur ce plan aussi, on retrouve un principe

que les gestionnaires de ressources oublient souvent : la gestion de la forêt est inséparable de la gestion du territoire. Le thème de la valorisation est important car renforcer les Andrianefintany, dans la gestion de leur patrimoine forestier, est une condition nécessaire de la conservation, mais pas suffisante. La protection une fois acquise, les populations s'interrogent sur les perspectives de bénéfices à attendre de cette action. Dès lors, le questionnement se pose autrement : il dépasse la protection de la forêt et concerne le développement, c'est-à-dire les opportunités pour améliorer l'existant, dans un sens économique et de qualité de vie. Le transfert de gestion devient un moyen du développement territorial, et la procédure Gelose se trouve détournée de son objectif de conservation initial. Les communautés y adhèrent sur le plan institutionnel pour faire reconnaître leur légitimité sociale sur la forêt et être acceptées par les instances d'appui économique. La forêt ici est ressource, non plus en tant que telle, mais pour autre chose. Les Coba se sont engagées dans le transfert de gestion et les sociétés locales attendent désormais autre chose que la seule protection de la forêt.

Bibliographie

Andriantseho D. et Fornells J., 2000 - *Étude du milieu naturel, des activités humaines et de la structure sociale dans la perspective d'un développement local : cas de 2 terroirs de la commune de Merikanjaka*. Tananarive : Organisation non gouvernementale « Foresterie et Développement Paysan »

Aude (Agir Uniquement aux Développements), 2006 - *Plate forme des apiculteurs de Merikanjaka. Production et commercialisation du miel*. Rapport de précision final. Tananarive : Programme Saha, cellule régionale de l'Imerina, 20 p.

—, 2006 - *Communauté de Tsiazompaniry, commune rurale de Merikanjaka : accès aux services sociaux de base et gestion durable de ressources naturelles*. Rapport de précision final. Tananarive : Programme Saha, cellule régionale de l'Imerina, 19 p.

Blanc-Pamard C., Rakoto Ramiarantsoa H., et Andriantseho D., 2005 - *FONCIER ET TERRITOIRES entre pouvoirs locaux et politiques publiques environnementales. Pratiques, acteurs, enjeux (corridor Betsileo, Madagascar)*. Paris : Cnrs, 162 p.

Blanc-Pamard C. et Rakoto Ramiarantsoa H., 2006 - Des territoires et des savoirs de quelle(s) nature(s) ? Quand l'environnementalité est mise au service du développement. In : *Les aires protégées, zones d'expérimentation du développement durable 4*. IRD, séminaire de l'ATI « Aires protégées », PNR Queyras. Paris : IRD, 18 p. + annexes.

Casse T., Nielsen U. et Ranaivoson S., 2005 - La gestion locale des ressources naturelles à Madagascar aboutit-elle à une meilleure conservation, ainsi qu'à une distribution équitable des bénéfices ? (article soumis à la revue *Tiers-Monde, Paris*).

Goodman S.M. et Benstead J.P., eds., 2003 - *The Natural History of Madagascar*. Chicago : The University of Chicago Press, 1 709 p.

Maldidier C., 2001 - *La décentralisation de la gestion des ressources renouvelables à Madagascar. Les premiers enseignements sur les processus en cours et les méthodes d'intervention : la GELOSE a 4 ans*. <http://www.smbmada.net/resultrech.asp>

Rakoto Ramiarantsoa H., 1991 - *La dynamique des paysages sur les hautes terres centrales et leur bordure orientale (Madagascar)*. Paris : Université de Paris X, thèse de Doctorat Nouveau Régime, 333 p.

—, 1995 - *Chair de la terre, œil de l'eau... Paysanneries et recompositions de campagnes en Imerina (Madagascar)*. Paris : IRD, Collection À travers Champs, 370 p.

Rakoto Ramiarantsoa H. et Samyn J.M., 2004 - Arrimer le global au local ou le développement durable pour qui ? L'exemple de la gestion contractualisée de la forêt de Merikanjaka. *Mondes en développement*, vol. 32, n° 127. p. 89-97.

Ramamonjisoa B., 2004 - Origines et impacts des politiques de gestion des ressources naturelles à Madagascar ? *Schweiz. Z. Fortsw.e.s*, Lausanne, n° 155, 11, p. 467-475

Sahler K., 2005 - *Approche contractuelle de la gestion des ressources naturelles à Madagascar. Politiques environnementales et recompositions rurales*, Toulouse : Université Toulouse Le Mirail, mémoire DEA, 132 p.

Samyn J.-M., 2001 - Étude d'un cas concret de transfert de gestion. Les premiers pas de la gestion contractualisée des forêts à Madagascar. In : *Rapport de l'atelier de Mantasoa du 28 au 30 novembre 2000*. Tananarive : Intercoopération suisse et Miray/Conservation International, p.75-82.

Ny **TANTEZA** na **GELOSE**, 2003 - *Fifanekena famindram-pitantanana ny ala voajanahary eto Ambalanirana*. Merikanjaka, 18 p. + annexes.

—, 2003 - *Fifanekena famindram-pitantanana ny ala voajanahary eto Fiadanana*. Merikanjaka, 18 p. + annexes.

<p>1- Dans la forêt d'Antsapia (secteur d'Ambohitratsimo), une clairière sur versant, conséquence de feux.</p>	<p>2- L'état actuel du projet de pisciculture de l'union des communautés de base engagées dans le transfert de gestion : un échec (Ambohitratsimo).</p>

<p>3- Projet écotouristique : les restes de ce qui devait être un chalet d'accueil des touristes (premier plan), et un orchidarium (second plan).</p>	<p>4- Projet écotouristique : un passage dégradé du circuit pédestre forestier.</p> <p>5- Un aménagement de captage d'eau dans la forêt (barrage sur financement SAHA) pour les bornes fontaines des villages engagés dans le transfert de gestion des ressources forestières.</p>

Planche photo 1 – La forêt d'Antsapia, une ressource objet de projets

<p>6- La pomme de terre, très présente dans les systèmes de production et l’occupation du terroir (livraison à Merikanjaka un dimanche, veille de marché ; octobre 2006)</p>	<p>7- Ambalanirana : ruches apicoles de membres de la Cobra</p>

<p>8- Ambalanirana : aménagement piscicole et perspective écotouristique</p>	<p>9- Vue partielle des personnes présentes à la réunion de la « plateforme » de la commune (26/10/06) : une participation limitée des Cobra <i>andrianefintany</i> pionnières.</p>

Planche photo 2 – La commune rurale de Merikanjaka : des dynamismes inégaux par rapport au transfert de gestion

**Annexe 1 : Village d'Ambalanirana (hameaux d'Ambalanirana, d'Antanetibe et d'Antaninarenina),
membres et non-membres de la Coba Hanitriniala**

ANTANETIBE AMBALANIRANA

Noms et prénoms	Attributions
1- RAZANAKOLONAI	ancien Coba
2- RAVELOMANANA Arsène	
3- RAMAROMPANIRY Hormin	
4- RANAIVOMANANA Jeande Dieu	ancien Coba
5- RALINORO Justine	
6- R. Nestor	

ANTANINARENINA

Noms et prénoms	Attributions
7- RANDRIAMAMPIONONA André :	Coba ; sa femme est vice présidente
8- Mme MILIARISOA	
9- RAZANAMIADANA:	Coba
10- RAZAFINDRAMANANA:	Coba
11- LIVARISOA Donnée	
12- Nirina	
13- Armand	Coba
14- Ra-Claude	
15- Fara	
16- Razanany	Coba

AMBALANIRANA

Noms et prénoms	Attributions
17- Richard	
18- Justin RAKOTOARISOA	ancien Coba
19- RAZAIARISOA Julienne	Coba
20- RANDRIANARISOA Jean Paul	Coba
21- RAKOTOARIMANANA	Coba
22- RAZAKARISOA Aimée Joseph	Coba
23- RASOLOMANANA	
24- RANDRIANARISOA	
25- Daniel RANDRIAMIANDRISOA	
26- Jean ?	
27- RANDRIAMANANTENA	
28- Dieu Donné	Coba
29- Zel	Coba
30- RAZANAKOLONAI II	Coba ; trésorier
31- RAKOTONDRAFARA	Coba

Source : enquêtes de terrain, octobre 2006

Annexe 2 : Production et commercialisation du miel (zone Est de la commune de Merikanjaka)

Un exemple de demande d'aide à présenter auprès de SAHA

FORMATION TECHNIQUE D'APICULTURE

Résultats attendu de la formation :

- Disposer de plusieurs colonies d'abeilles
- Réduire les dépenses liées à l'achat des abeilles à élever
- Résoudre les problèmes liés à la recherche des abeilles, et le problème de fabrication de ruche moderne
- Arrêt de la fuite des abeilles vers la forêt « naturelle »
- Les apiculteurs savent manipuler les outils modernes de l'apiculture et savent où se trouvent les fournisseurs des ces outils

Les apiculteurs maîtrisent la sociologie des abeilles et les entretiens y afférent

AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT DES ABEILLES ET PROMOTION DES PLANTES MELLIFERES

Résultats attendus :

- L'existence de fleurs pendant toute l'année pour que les abeilles aient de quoi se nourrir
- Maîtrise de techniques d'horticulture et de plantation de plantes mellifères
- Multiplication, promotion, vulgarisation des plantes mellifères dans la commune de Merikanjaka
- Sensibilisation des paysans pour la lutte contre l'abattage précoce d'eucalyptus
- Maîtrise de la gestion de pépinière de plantes mellifères et d'horticulture
- Maîtrise de la plantation et de l'entretien de plantes mellifères et de l'horticulture

FORMATION SOCIO ORGANISATIONNELLE

Résultats attendus :

- Renforcement des liens sociaux et de la solidarité des membres
- Gestion transparente des ressources matérielles et financières de la plate forme
- Le Comité de GEstion arrive à bien dresser un rapport d'activité et financier
- Formalisation de la plate forme

INSTALLATION D'UNE MIELLERIE A MERIKANJAKA

Résultats attendus :

- Elimination des intermédiaires dans la commercialisation de miel
- Mise en relation directe des apiculteurs avec les opérateurs économiques
- Augmentation des recettes familiales en matière de revenu apicole
- Maximisation du rendement apicole : extraction du miel et transformation de sous produits en cire
- Motivation paysanne accrue pour l'épanouissement réel des activités apicoles

Source : Aude, juin 2006

Annexe 3 : Entretien auprès de producteurs de pomme de terre de contre saison à Merikanjaka

1- CAS D'UN GRAND PRODUCTEUR D'ANTSAKORANA

Chef de ménage : Mr X, 72 ans, chef de famille et notable local

Superficie de rizière annuellement cultivée en contre saison : 16 vavy soit environ 48 ares

Superficie de rizière annuellement non cultivée en contre saison : 20 vavy soit environ 60 ares

Activités et dépenses inhérentes

Tarissement de rizière (drainage)

Il s'agit d'assécher la rizière par des drains dont le nombre est fonction de la taille de la rizière. Ces drains peuvent aussi servir à introduire de l'eau en cas de sécheresse préjudiciable aux jeunes plants de pomme de terre.

la famille n'a pas recours à des salariés et s'en occupe directement.

Arrachage des chaumes du riz

Cet arrachage est indispensable avant le labour, pour faciliter le labour et pour améliorer avec ce matériel végétal la fertilisation apportée par le fumier du parc ; à cet effet son coût est abordable : quatre femmes en une journée sur les 48 ares, ce qui revient à

1.200 ariary x 4 = **4.800 ariary**

Frais de labour

22 hommes pour assurer le labour des 48 ares, à 1.500 ariary/ homme-jour (avril 2006). D'où

- Salaire : 1.500 x 22 = 33.000 ariary

- Riz blanc : 2 kapoaka/personne/j x 200 x 22 = 8.800 ariary

- Café : 2 tasses/personne/jour x 22 = 4.400 ariary

Sous total : **46.200 ariary**

Remarque

Mr X peut héberger et restaurer quatre salariés agricoles venant du district d'Ambatolampy pendant la réalisation de la culture de contre saison de pomme de terre.

Engrais chimiques

En 2006, sur les 48 ares, 06 sacs d'engrais chimiques de 50 kg, à 55.000 ariary/sac

6 x 55.000 ariary = **330.000 ariary**

Transport de fumier (du parc à bœuf à la parcelle)

4 femmes x 1200 ariary = **4.800 ariary**

Trouaison (sur les « banquettes » individualisées par les drains secondaires dans la parcelle)

20 hommes x 1.500 = **30.000 ariary**

12 femmes x 1200 ariary = **14.400 ariary**

Traitement insecticide

Les 48 ares nécessitent 02 kg de dythane x 10.000 ariary = **20.000 ariary**

Remarque :

La charge de certaines activités n'a pas été évaluée parce que la famille s'en occupe directement (récupération de terre rouge à mélanger avec le fumier de parc, temps consacré au traitement insecticide).

Récolte

Il faut 16 femmes pour la récolte : $16 \times 1200 \text{ ariary} =$ **19.200 ariary**

Le total des dépenses est donc : **469.400 ariary**

Recettes

La commercialisation de la production se fait soit sur place (à Antsakorana) soit au marché de Merikanjaka. Le transport de la production vers le marché est non évalué par le producteur, il le fait directement

La famille estime une production de une tonne de pomme de terre commercialisable par sac d'engrais chimique, car elle commercialise approximativement six tonnes de pomme de terre de contre saison par an. Au début du mois d'octobre 2006, moment de vente de la production, le prix du kilo est de 120 ariary. La famille a donc perçu :

$120 \text{ ariary} \times 6.000 =$ **720.000 ariary**

Destination de l'argent

La famille consacre **385.000 ariary** ($7 \times 55.000 \text{ ariary}$) pour l'achat de sept sacs d'engrais chimiques dont six pour la culture de contre saison et un pour la culture de pommes de terre pluviales sur tanety (cette dernière se fait en décembre/janvier et sa production, non commercialisée, assure les semences de la prochaine culture en contre saison).

Le reste, soit **335.000 ariary** ($720.000 - 385.000$), est destiné à l'achat de Produits de Première Nécessité (sucre, café, sel, etc), d'effets vestimentaires, de médicaments en cas de maladie, aux salariats agricoles ainsi qu'à des obligations sociales (église, fokontany, etc.). La famille n'a pas de sortie monétaire en achat de riz, car sa production lui est autosuffisante.

commercialisation

Quand la famille peut attendre le moment favorable pour la commercialisation, en période de soudure, le prix peut atteindre 200 à 250 ariary le kilo. Cela suppose que la famille n'a pas de besoin pressant en liquidités et qu'elle dispose d'un lieu de stockage. Les risques sont relatifs aux faits que, d'une part, la pomme de terre est un produit facilement périssable surtout si le stock est mal aéré et, d'autre part, que le poids de la pomme de terre diminue avec l'allongement du temps de stockage.

2- CAS D'UN PETIT PRODUCTEUR D'AMBALANIRANA-ANTANETIBE

Chef du ménage : Mr Y, 75 ans, ancien membre de la Cobra Hanintriniala d'Ambalanirana. Il a quitté la Cobra pour cause d'indisponibilité (travaux agricoles quotidiens).

culture de pommes de terre de contre saison :

Superficie totale des rizières disponibles : 07 vavy soit environ 21 ares

- Superficie cultivée en pomme de terre de contre saison : 04 vavy soit environ 12 ares
- Superficie de rizière annuellement non cultivée : 03 vavy soit environ 09 ares

L'exploitant a commencé cette culture vers le début des années 1980, lorsque le sac de 50 kg d'engrais chimique coûtait 1.600 ariary (8.000 fmg)

Activités et dépenses liées à la culture de pomme de terre de contre saison

Tarissement de rizière (travail du ménage)

Pour ce travail, pas de dépense. Mr Y consacre pour cela trois demis journées envi avec l'un de ses petits fils.

Arrachage des chaumes du riz (travail du ménage)

Sa femme souvent aidée par ses petits fils se charge de ce travail qui précède le labour. Les pieds de riz sont mélangés avec le fumier du petit élevage (le ménage ne dispose pas de fumier de parc) et, pour disposer de plus de fertilisants, la famille produit un compost à partir de litières (forêt naturelle ou d'eucalyptus) entassées en saison des pluies, lorsque les précipitations et la chaleur favorisent une bonne décomposition.

labour (appel à des salariés journaliers)

le labour nécessite cinq homme dans une journée, avec les dépenses suivantes (saison 2006) :

saire : 1.500 ariary x 5 =	7.500 ariary
Riz blanc : 1,5 kapoaka x 5 x 200 ariary =	1.500 ariary
Café : 5 verres de café x 100 =	500 ariary
Sous total :	9.500 ariary

Engrais chimiques

Limitée sur le plan financier, la famille achète seulement un sac de 50 kg d'engrais chimique ; coût en avril 2006 **55.000 ariary**

Transport de fumier

travail assuré par la main d'œuvre familiale

Trouaison

Pas de dépense, car main d'œuvre familiale.

mise en trou des tubercules

Pas de dépense, car main d'œuvre familiale pendant une quinzaine de jours.

Traitement insecticide

Achat de 0,25 kg de dythane, soit
0,25 x 10.000 ariary = **2.500 ariary**

Travaux liés à la récolte et commercialisation

En 2006, production estimée à 900 kg de pomme de terre commercialisable dont 400 kg ont été vendus. la récolte a été réalisée sans recours au salariat. Le transport de ces 400 kg au marché de Merikanjaka a coûté : **1.600 ariary**

Total des dépenses : **78.100 ariary**

Recettes

Lorsque la vente a été réalisée, en octobre 2006, le prix du kilo était de 130 ariary, d'où
400 x 130 = **52.000 ariary**

Aussi, sur cette partie de la récolte vendue, l'exploitant ne rentre pas dans ses frais [-78.100, + 52.000 = - **26.100 ariary**]. L'intérêt de la culture de pommes de terre en contre-saison réside ailleurs :

* La fertilisation assurée à la pomme de terre profitera au riz qui succèdera au tubercule. L'amélioration du rendement rizicole est un souci très présent car, dans son contexte actuel, la famille peut seulement éviter la soudure, si sa production est bien gérée (pas de vente de riz, compression de la consommation journalière, compensée par d'autres aliments complémentaires)

* La production non vendue servira de palliatif du riz lors de la soudure, et sa vente à des moments particuliers (hersage, repiquage, ...) procurera les ressources financières nécessaires.

* Cette production s'ajoute aux alternatives dont dispose le ménage, pour ne pas être obligé de vendre une partie de sa production rizicole au moment de la récolte. Ainsi, lors de la soudure 2005/2006 et à la veille de la récolte du riz, Mr Y a encaissé 35.000 ariary à partir de la vente de manioc sur pied sur une superficie de 1 are environ, 6.000 ariary avec la vente de patates douces, 10.000 ariary grâce à la vente de trois jeunes coqs. Ces gains lui ont permis d'acheter les engrais chimiques nécessaires pour la culture de pomme de terre de contre saison 2006. L'exploitant ne pratique pas l'apiculture à cause de la cherté des abeilles à élever (5.000 à 10.000 ariary la colonie) et de la ruche (environ 20.000 ariary).

Résumé

La commune de Merikanjaka est le lieu du premier transfert de gestion de ressources forestières sur les Hautes Terres centrales malgaches. L'étude montre l'importance de l'histoire des lieux dans la compréhension de la dynamique de la procédure Gelose : les populations villageoises, les Andrianefintany, se sont appropriées le transfert car ce dernier leur permettait de légaliser leurs droits légitimes. L'article met aussi en lumière les difficultés de gestion liées à l'organisation interne lignagère de ce groupe social dominant. Il souligne par ailleurs les limites de la conservation par la voie Gelose : au-delà de la protection de la forêt, l'engagement des communautés de base constituées recherche le développement territorial.

MOTS-CLÉS : Madagascar, Imerina, ethnie Andrianefintany, transfert de gestion, légitimité légalisée, foresterie communautaire paysanne, développement territorial.

Abstract

Thinking development while signing a forest contract: an active version of Gelose contract in the rural municipality of Merikanjaka (District of Majakandriana).

Merikanjaka is the rural municipality where was signed the first forest management contract in the central madagascan Highlands. The paper emphasizes the importance of history to understanding the Gelose (local guaranteed management) dynamics : local populations, the Andrianefintany, commit themselves to the management transfer in order to be acknowledged of their social legitimacy over the forest. However their own organization by lineage and lines distinguishes some groups with unequal attributions, which is potentially a seed of discords. Otherwise, the paper highlights the fact that the forest is no longer a simple natural resource as it is used to serving other purposes : the communities adhere to the contract on the institutional level to be accepted for later economic support from outside. The communities' commitment to the management transfer is henceforth expecting other types of support than those exclusively pertaining to conservation.

KEYWORDS : Madagascar, Imerina, Andrianefintany people, management transfer, legalized legitimacy, peasant community forestry, territorial development.